



# Le Quotidien

## Statistique Canada

**Le mercredi 24 mai 2006**

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

### Communiqués

<b>Investissement direct étranger, 2005</b>	3
L'investissement direct étranger au Canada a augmenté trois fois plus vite que l'investissement direct canadien à l'étranger en 2005, principalement en raison de l'importante appréciation du dollar canadien qui a fait baisser la valeur des investissements déjà existants à l'étranger.	
<b>Indicateurs avancés, avril 2006</b>	7
L'indicateur avancé composite a continué de progresser, ayant crû de 0,5 % en avril après avoir augmenté de 0,6 % en mars. La croissance a été principalement attribuable aux dépenses des consommateurs, la recrudescence de la demande qu'avaient connue les marchés du logement et de la bourse au début de l'année s'étant atténuée au printemps.	
Étude : La présélection des candidats à un emploi, 2001	9
Statistiques sur le broyage, avril 2006	10
Livraisons des principales céréales, avril 2006	10

(suite à la page 2)

### L'emploi et le revenu en perspective

Numéro en ligne de mai 2006

Le numéro en ligne de mai 2006 de *L'emploi et le revenu en perspective*, diffusé aujourd'hui, comporte deux articles. Le premier, intitulé «La présélection des candidats à un emploi», examine la fréquence des vérifications de sécurité, des examens médicaux et des tests de dépistage de drogue dans le processus d'embauche ainsi que les tendances d'emploi de ces méthodes de présélection et les variations enregistrées selon l'industrie, la profession, la taille de l'établissement et certaines caractéristiques des travailleurs. Le second article, intitulé «Le chômage depuis 1971», compare les taux de chômage selon le niveau de scolarité de 1971 à 2005, et révèle que le risque d'être en chômage est plus élevé aujourd'hui qu'au début des années 1970, surtout chez les personnes dont le niveau de scolarité est faible. Toutefois, puisque les hausses du chômage se sont produites alors que le niveau d'instruction et d'expérience de la population active s'améliorait de plus en plus, le taux de chômage global n'a pas connu de tendance à la hausse.

Figure aussi dans le présent numéro la mise à jour d'une fiche sur l'âge à la retraite.

Le numéro en ligne de mai 2006 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 7, n° 5 (75-001-XIF, gratuit) est maintenant accessible sur notre site Web à partir de la page *Nos produits et services*.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec Henry Pold au (613) 951-4608 ([henry.pold@statcan.ca](mailto:henry.pold@statcan.ca)), Division de l'analyse des enquêtes sur les ménages et le travail.



---

**Communiqués – fin**

---

La revue des céréales et des graines oléagineuses, mars 2006

---

10

---

**Nouveaux produits**

---

11

---

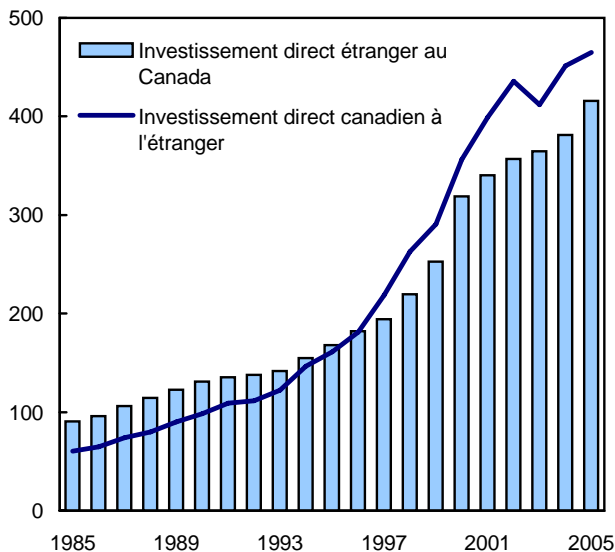
## Communiqués

### Investissement direct étranger 2005

L'investissement direct étranger au Canada a augmenté trois fois plus vite que l'investissement direct canadien à l'étranger en 2005, principalement en raison de l'importante appréciation du dollar canadien qui a fait baisser la valeur des investissements existants à l'étranger.

#### Position d'investissement direct étranger

En milliards de dollars



L'investissement direct étranger au Canada a augmenté de plus de 9 %, tandis que l'investissement direct canadien à l'étranger n'a crû que de 3 %.

L'investissement direct étranger au Canada a atteint 415,6 milliards de dollars à la fin de 2005, en hausse de 34,6 milliards de dollars par rapport à il y a un an. Cette croissance est attribuable principalement aux acquisitions et aux injections de fonds par les sociétés mères dans le fonds de roulement de leurs filiales canadiennes. Les investissements directs étrangers au Canada ont progressé continuellement depuis le milieu des années 1930.

Parallèlement, l'investissement direct canadien à l'étranger a atteint 465,1 milliards de dollars, en hausse comparativement aux 451,4 milliards de dollars enregistrés à la fin de 2004. L'appréciation du dollar canadien a fait baisser ces avoirs de 30,0 milliards de dollars car les investissements directs canadiens à

#### Note aux lecteurs

*L'investissement direct est une catégorie du compte financier du bilan des investissements internationaux qui représente l'investissement d'une entité résidente d'un pays obtenant une participation durable dans une entreprise résidente d'un autre pays. La participation durable sous-entend l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise ainsi qu'une grande influence de l'investisseur dans la gestion de l'entreprise.*

*Dans la pratique, on juge qu'il y a investissement direct lorsqu'une entreprise détient au moins 10 % des actions avec droit de vote d'une entreprise étrangère. Dans le présent rapport, l'investissement direct représente le bilan cumulatif de fin d'exercice.*

*Dans les statistiques canadiennes, l'investissement direct se mesure comme la valeur totale des actions et des créances nettes à long et à court terme que détiennent les entreprises à l'étranger.*

*L'investissement direct étranger transite souvent par des sociétés de portefeuille intermédiaires ou d'autres entités juridiques avant d'atteindre leur destination finale. Comme ces entités sont généralement dans le secteur financier, ce secteur compte pour une part plus grande, pour ce qui est de l'investissement immédiat, que si la destination finale était connue.*

#### Estimations à la valeur marchande

*Les séries de positions des investissements directs étrangers sont évaluées à la valeur comptable. Toutefois, cette présente publication annuelle fournit pour la première fois des estimations agrégées provisoires d'investissement direct étranger à la valeur marchande. Pour obtenir ces estimations ou plus de renseignements, consultez le document Les nouveautés en matières de comptes économiques canadiens (13-605-XIF2006002, gratuit).*

l'étranger sont libellés en devises étrangères. Toutefois, la valeur des opérations en capital au cours de l'année a fait un large contrepoint à cet effet.

C'est ainsi que le bilan net des investissements directs (l'écart entre l'investissement direct canadien à l'étranger et l'investissement direct étranger au Canada) a diminué pour passer à 49,5 milliards de dollars à la fin de 2005, comparativement au montant révisé de 70,4 milliards de dollars il y a un an.

En 2005, le dollar canadien a progressé de 3,4 % par rapport au dollar américain, de 15,2 % par rapport à la livre sterling, de 19,0 % par rapport au yen japonais et de 18,3 % par rapport à l'euro.

#### L'investissement direct augmente aux États-Unis et diminue dans les pays européens

L'actif en investissements directs aux États-Unis a crû de 17,4 milliards de dollars pour

atteindre 213,7 milliards de dollars, surtout en raison des sorties de capitaux vers les entreprises déjà en exploitation situées au sud de la frontière.

Pour une deuxième année consécutive, la part des investissements américains a progressé. Elle représentait 46 % du total de l'investissement direct à l'étranger à la fin de 2005, comparativement à 43 % il y a un an.

Le raffermissement du dollar canadien par rapport à l'euro et à la livre sterling a eu un effet négatif sur l'actif en investissements directs dans les pays européens. La valeur des investissements directs canadiens au Royaume-Uni a fléchi de 1,7 milliard de dollars et s'est établie à 42,7 milliards de dollars. Le Royaume-Uni s'est tout de même classé au deuxième rang en ce qui a trait aux destinations de l'investissement direct canadien à l'étranger.

L'investissement direct canadien en France a chuté (-14 %), ainsi que les investissements aux Pays-Bas (-19 %). Toutefois, ces pays sont encore des destinations privilégiées pour les investisseurs directs canadiens à l'étranger. La France, les Pays-Bas, l'Irlande et le Royaume-Uni étaient les seuls pays européens parmi les 10 plus importants en ce qui concerne les investissements directs canadiens à l'étranger à la fin de 2005.

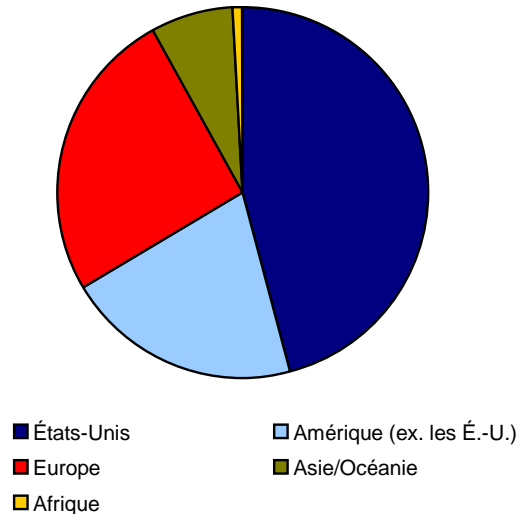
Les investisseurs directs canadiens ont continué d'investir dans les pays des Caraïbes à la fin de 2005. La Barbade, enregistrant des investissements directs de 34,7 milliards de dollars, en hausse de 13 %, se classait au troisième rang des destinations préférées pour les investissements directs, après les États-Unis et le Royaume-Uni.

Le Brésil a été le seul nouveau pays à rejoindre le groupe des 10 premiers pays à la fin de 2005 et il a remplacé le Japon, où les investissements ont baissé de 13 % pour passer à 7,4 milliards de dollars. L'investissement direct canadien au Brésil a augmenté de 14 % pour atteindre 8,0 milliards de dollars à la fin de l'année.

Les investissements directs canadiens à la fin de 2005 ont été répartis dans 150 pays sur tous les continents, et plus de 30 pays ont enregistré des investissements d'au moins 1 milliard de dollars.

À la fin de 2005, l'actif en investissements directs étrangers se situait surtout dans les secteurs des finances et de l'assurance (44 %), de l'énergie (12 %) et des minéraux métalliques (11 %). La part des investissements directs canadiens dans le secteur des finances et de l'assurance a doublé depuis deux décennies, tandis que la part du secteur des minéraux métalliques a reculé pour passer de 17 % à 11 %.

#### Investissement direct canadien à l'étranger 2005 Répartition géographique



#### Les États-Unis détiennent près des deux tiers de l'investissement direct étranger au Canada

Les investisseurs américains détenaient 266,5 milliards de dollars d'investissement direct au Canada à la fin de 2005, en hausse de 18,0 milliards de dollars comparativement à 2004.

De cette progression, environ 11,6 milliards de dollars ont été investis dans le secteur de l'énergie, qui est le favori des investisseurs directs américains. Les investisseurs directs américains ont augmenté de plus de 150 % leur position dans le secteur de l'énergie au Canada depuis 2000.

Les investisseurs directs américains étaient encore de loin les plus importants au Canada, puisqu'ils possédaient près des deux tiers (64 %) du total. Quatre pays d'Europe suivaient, soit le Royaume-Uni (29,9 milliards de dollars en investissements directs étrangers au Canada), la France (28,4 milliards de dollars), les Pays-Bas (21,7 milliards de dollars) et la Suisse (13,0 milliards de dollars).

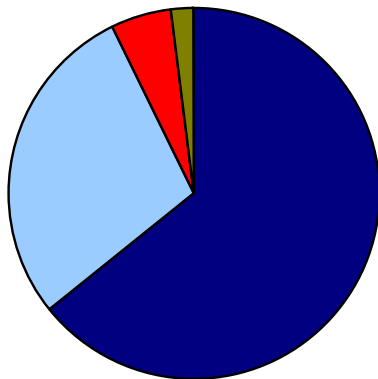
Comme dans le cas de l'investissement direct à l'étranger, le Brésil est le seul nouveau pays qui s'est ajouté à la liste des 10 principaux partenaires du Canada pour l'investissement direct au Canada.

Les 10 principaux pays investisseurs ont représenté 95 % du total investi, ce qui fait porter à croire que les investissements directs étrangers

au Canada sont concentrés parmi les grands pays développés. Toutefois, près de 100 pays détenaient une position en investissement direct au Canada à la fin de 2005.

Le secteur des finances et de l'assurance représentait 21 % de l'investissement direct étranger au Canada à la fin de 2005, suivi du secteur de l'énergie (20 %). La part du secteur de l'énergie dans les investissements directs étrangers au Canada a presque doublé depuis 1999, étant passée de 11 % à 20 %, soit la même qu'elle était en 1987.

### Investissement direct étranger au Canada 2005 Distribution géographique



■ États-Unis      ■ Europe  
■ Asie/Océanie   ■ Autres pays

### Baisse du bilan net de l'investissement direct étranger du Canada

Le bilan net des investissements directs du Canada a diminué de 20,9 milliards de dollars et s'est établi à 49,5 milliards de dollars à la fin de 2005. Le bilan net des investissements directs du pays est positif depuis neuf ans et il a contribué positivement à l'accroissement du bilan net des investissements internationaux du Canada.

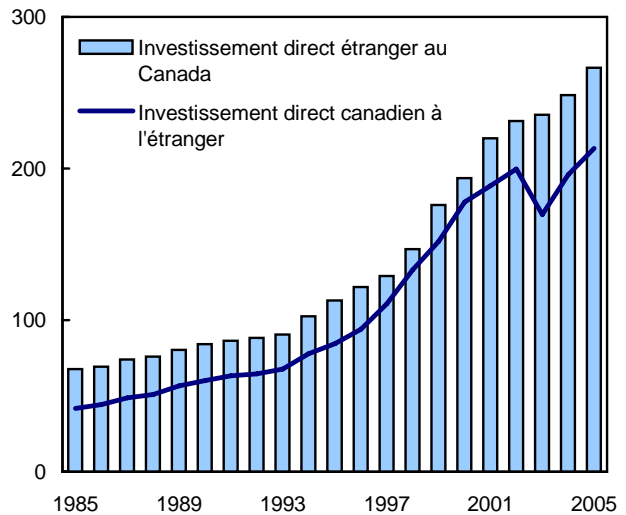
Le Canada a un bilan net positif en investissements directs avec la plupart de ses partenaires. Toutefois, à la fin de 2005, le bilan net des investissements directs du

Canada par rapport aux États-Unis était négatif (-52,8 milliards de dollars).

L'investissement direct net aux États-Unis n'a jamais été positif. Autrement dit, les investisseurs directs américains ont toujours eu un actif plus élevé au Canada que les investisseurs directs canadiens au sud de la frontière.

### Position d'investissement direct étranger avec les États-Unis

En milliards de dollars



Données stockées dans CANSIM : tableaux 376-0038 et 376-0051 à 376-0054.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1537.

Pour obtenir des renseignements généraux ou des données, communiquez avec le Service à la clientèle (613) 951-1855 ([infobalance@statcan.ca](mailto:infobalance@statcan.ca)). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Éric Simard au (613) 951-7244 ([eric.simard@statcan.ca](mailto:eric.simard@statcan.ca)) ou avec Christian Lajule au (613) 951-2062 ([christian.lajule@statcan.ca](mailto:christian.lajule@statcan.ca)), Division de la balance des paiements.

□

**Positions d'investissement direct étranger en fin d'année**

	2002	2003	2004	2005
	en milliards de dollars			
<b>Investissement direct canadien à l'étranger</b>				
États-Unis	200,0	169,9	196,3	213,7
Royaume-Uni	40,7	41,7	44,4	42,7
Barbade	27,0	29,6	30,8	34,7
Irlande	17,7	19,3	19,6	19,5
Bermudes	11,8	11,1	12,6	13,6
France	4,6	10,6	14,3	12,3
Îles Caymans	11,7	12,5	11,2	11,0
Pays-Bas	10,5	10,8	12,2	9,9
Australie	8,6	8,0	8,3	8,2
Brésil	6,7	5,7	7,0	8,0
Tous les autres pays	96,2	92,6	94,7	91,4
<b>Total</b>	<b>435,5</b>	<b>411,9</b>	<b>451,4</b>	<b>465,1</b>
<b>Investissement direct étranger au Canada</b>				
États-Unis	231,6	235,6	248,5	266,5
Royaume-Uni	27,6	27,1	27,5	29,9
France	31,6	31,8	27,8	28,4
Pays-Bas	14,7	17,0	19,4	21,7
Suisse	7,0	6,9	7,7	13,0
Japon	9,3	9,9	10,2	10,8
Allemagne	6,8	7,1	7,6	9,4
Hong Kong	4,1	4,7	5,2	6,3
Brésil	0,8	0,6	2,7	3,7
Luxembourg	2,8	2,9	2,9	3,4
Tous les autres pays	20,6	21,2	21,3	22,4
<b>Total</b>	<b>356,8</b>	<b>364,7</b>	<b>381,0</b>	<b>415,6</b>



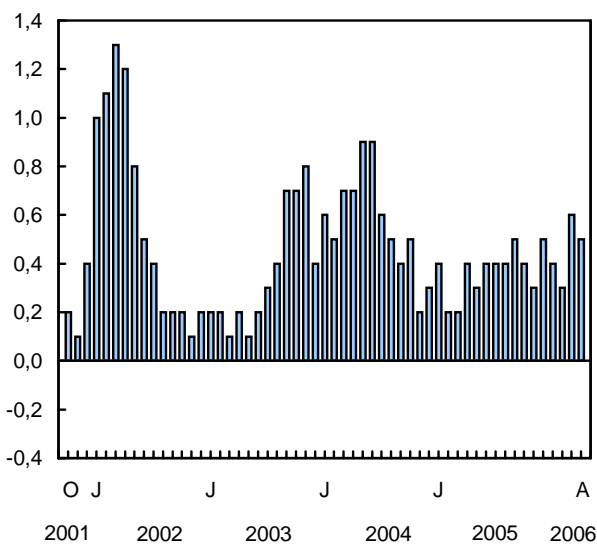
## Indicateurs avancés

Avril 2006

L'indicateur avancé composite a continué de progresser, ayant crû de 0,5 % en avril après avoir augmenté de 0,6 % en mars. La croissance a été principalement attribuable aux dépenses des consommateurs, la recrudescence de la demande qu'avaient connue les marchés du logement et de la bourse au début de l'année s'étant atténuée au printemps.

### Indicateur avancé composite

Variations lissées en %



Les ventes plus vigoureuses de biens durables ont neutralisé le revirement marqué de la composante du logement. Tant les mises en chantier que les ventes de logements sont revenues à des niveaux plus normaux, à la suite des hausses exceptionnelles enregistrées au cours de la période de temps doux du début de l'année. Quand est venu le temps de dépenser, les consommateurs se sont plutôt tournés vers les biens durables qui ont ainsi affiché leur hausse la plus élevée en six mois. La demande d'appareils électroniques et de meubles et d'appareils ménagers a été particulièrement forte.

Le secteur financier est demeuré dynamique. Les prix sur le marché boursier ont ralenti légèrement, le forage ayant remplacé l'énergie comme cause principale de l'augmentation des prix des produits de base. Les dépenses accrues des entreprises ont encore stimulé la progression globale de la composante de l'emploi lié aux services.

Le secteur de la fabrication a continué de progresser tant bien que mal. Les livraisons moins élevées ont entraîné à la baisse le ratio des stocks aux livraisons, les diminutions des exportations l'ayant emporté sur la demande intérieure d'investissement plus élevée. L'arrivée de nouvelles commandes a également été lente. La semaine de travail moyenne a plafonné après avoir connu trois fléchissements consécutifs, et la perte d'emplois dans la fabrication a été moins forte jusqu'à maintenant cette année.

La plus grande part de la faiblesse de la demande d'exportation de produits fabriqués semble avoir eu son origine dans l'appréciation du dollar, l'économie américaine continuant de faire preuve de vigueur. L'indicateur avancé des États-Unis a crû de 0,2 % en avril, la reprise de l'activité industrielle et les hausses ininterrompues des dépenses des consommateurs ayant contrebalancé l'effet modérateur des prix de l'essence plus élevés et de la demande de logements dont le rythme était lent.

**Données stockées dans CANSIM : tableau 377-0003.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1601.**

Pour obtenir plus de renseignements sur l'économie, consultez le numéro de mai 2006 de *L'observateur économique canadien*, vol. 19, n° 5 (11-010-XIB, gratuit), accessible sur notre site Web à partir de la page *Nos produits et services*. Un exemplaire imprimé (11-010-XPB, 25 \$ / 243 \$) est également disponible.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Philip Cross au (613) 951-9162 ([oc@statcan.ca](mailto:oc@statcan.ca)), Groupe de l'analyse de conjoncture. □

**Indicateurs avancés**

	Novembre 2005	Décembre 2005	Janvier 2006	Février 2006	Mars 2006	Avril 2006	Dernier mois de données disponibles var. en %
<b>Indicateur avancé composite (1992=100)</b>	<b>209,2</b>	<b>210,2</b>	<b>211,1</b>	<b>211,8</b>	<b>213,1</b>	<b>214,1</b>	<b>0,5</b>
Indice du logement (1992=100) <sup>1</sup>	144,3	143,0	145,7	146,5	149,6	148,1	-1,0
Emploi dans les services aux personnes et aux entreprises (en milliers)	2 672	2 677	2 682	2 683	2 685	2 687	0,1
Indice du cours des actions S&P/TSX (1975=1 000)	10 662	10 832	11 087	11 223	11 568	11 844	2,4
Offre de monnaie, M1 (millions de dollars de 1992) <sup>2</sup>	137 875	139 740	141 287	142 883	144 758	146 609	1,3
Indice avancé des États-Unis du Conference Board (1992=100) <sup>3</sup>	125,6	125,8	126,1	126,5	127,0	127,3	0,2
<b>Fabrication</b>							
Heures hebdomadaires moyennes de travail	38,5	38,5	38,3	38,1	38,0	38,0	0,0
Nouvelles commandes de biens durables (en millions de dollars de 1992) <sup>4</sup>	26 140	26 418	26 574	26 700	26 512	26 464	-0,2
Ratio des livraisons aux stocks de produits finis <sup>4</sup>	1,82	1,84	1,85	1,86	1,87	1,86	-0,01 <sup>5</sup>
<b>Commerce de détail</b>							
Meubles et articles ménagers (en millions de dollars de 1992) <sup>4</sup>	2 276	2 300	2 316	2 338	2 381	2 416	1,5
Ventes d'autres biens durables (en millions de dollars de 1992) <sup>4</sup>	8 135	8 138	8 131	8 073	8 072	8 171	1,2
<b>Indicateur avancé composite non lissé</b>	<b>210,0</b>	<b>211,9</b>	<b>213,5</b>	<b>214,4</b>	<b>215,5</b>	<b>215,1</b>	<b>-0,2</b>

1. Indice composite des mises en chantier de logements (unités) et des ventes de maisons (service inter-agences).
2. Données obtenues après déflation par l'Indice des prix à la consommation.
3. Les statistiques figurant sur cette ligne ont été publiées au cours du mois indiqué, mais portent sur le mois précédent.
4. Les statistiques figurant sur cette ligne ont été publiées au cours du mois indiqué, mais portent sur le deuxième mois avant.
5. Différence par rapport au mois précédent.





## Étude : La présélection des candidats à un emploi 2001

Si pratiquement chaque nouvel employé passe une entrevue lors du processus de présélection, un huitième des dernières recrues ont déclaré en 2001 avoir également subi des vérifications de sécurité, selon une étude diffusée aujourd'hui dans la publication *L'emploi et le revenu en perspective*. En outre, 11 % des dernières recrues ont subi des examens médicaux, mais la fréquence de ces derniers a diminué au fil du temps.

Avant 1980, les candidats à un emploi étaient cinq fois plus susceptibles de subir un examen médical qu'une vérification de sécurité. Par contre, en 2000 et en 2001 (avant les attentats du 11 septembre), ils étaient légèrement plus susceptibles de subir des vérifications de sécurité qu'un examen médical.

Cette étude unique en son genre a été réalisée à partir des données de l'Enquête sur le milieu de travail et les employés (EMTE). Elle examine la fréquence des vérifications de sécurité, des examens médicaux et des tests de dépistage de drogue dans le processus d'embauche, ainsi que les tendances d'emploi de ces méthodes de présélection et les variations enregistrées selon l'industrie, la profession, la taille de l'établissement et certaines caractéristiques des travailleurs.

Les vérifications de sécurité étaient plus courantes parmi les candidats aux emplois de niveau professionnel, notamment dans l'enseignement et dans le secteur de la santé. Les agents chargés de l'application de la loi et le personnel de la technologie de l'information entrent également dans ce groupe, où une personne sur six engagées en 2000 et en 2001 a subi une forme quelconque de vérification de sécurité.

La croissance des emplois en technologie de l'information, où le risque de coûteuses infractions à la sécurité est relativement plus élevé, s'est accompagnée d'une augmentation soutenue des vérifications de sécurité.

D'après les estimations de l'EMTE, 9,1 millions d'employés ont, en 2001, déclaré avoir subi au moins une procédure de présélection. Pour examiner les changements survenus au fil du temps, ces employés ont été répartis en catégories selon la date de leur

embauche par leur employeur actuel. Leur effectif s'élevait à environ 382 000 avant les années 1980, et à un peu plus de 2,9 millions en 2000 ou en 2001.

Environ 25 % des travailleurs embauchés avant 1980 ont subi un examen médical, tandis que seulement 5 % ont subi des vérifications de sécurité. Vers 2000 et 2001, la proportion des travailleurs ayant fait l'objet de vérifications de sécurité avait doublé pour atteindre 12 %, tandis que la proportion de ceux ayant subi un examen médical était tombée pour passer à 11 %.

La fréquence des vérifications de sécurité a aussi progressé avec la taille de l'établissement. Les établissements d'au moins 500 employés ont soumis 18 % de leurs nouvelles recrues à cette méthode de présélection en 2000 et en 2001, contre seulement 8 % dans les petits établissements (de moins de 20 employés), soit plus que le double.

Les examens médicaux étaient plus courants dans les emplois de niveau professionnel, y compris dans le domaine de l'enseignement et de la santé.

Les nouvelles recrues âgées de 45 à 54 ans étaient relativement plus susceptibles de subir un examen médical, tandis que celles âgées de 25 à 44 ans étaient plus susceptibles de subir des tests de dépistage de la drogue.

Ces derniers, rarement utilisés dans la présélection avant 1990, sont maintenant une exigence pour environ 1 candidat à l'emploi sur 50. Mais cette proportion s'élève à presque 1 candidat sur 10 dans les industries de fabrication de produits primaires.

### Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2615.

L'article intitulé «La présélection des candidats à un emploi» figure dans le numéro en ligne de mai 2006 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 7, n° 5 (75-001-XIF, gratuit), accessible sur notre site Web à partir de la page *Nos produits et services*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Doreen Duchesne au (613) 951-6379 ([doreen.duchesne@statcan.ca](mailto:doreen.duchesne@statcan.ca)), Division de l'analyse des enquêtes sur le travail et les ménages. ■

---

## Statistiques sur le broyage

Avril 2006

Les tritrateurs ont broyé 293 783 tonnes métriques de canola en avril. La production d'huile s'est chiffrée à 126 297 tonnes en avril et celle de tourteaux a atteint 172 282 tonnes.

Le volume cumulatif des broyages de canola au cours des neuf premiers mois de la campagne agricole actuelle s'est élevé à 2 553 851 tonnes, en légère hausse par rapport au volume broyé au cours de la même période en 2003-2004, alors que le total des broyages avait atteint un sommet de 3 389 554 tonnes.

**Données stockées dans CANSIM : tableau 001-0005.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3404.**

Le numéro d'avril 2006 de *La revue des céréales et des graines oléagineuses* (22-007-XIB, gratuit) paraîtra sous peu.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec le Service à la clientèle en composant sans frais le 1 800 465-1991 ([agriculture@statcan.ca](mailto:agriculture@statcan.ca)). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Karen Gray au (204) 983-2856 ([karen.gray@statcan.ca](mailto:karen.gray@statcan.ca)), Division de l'agriculture. ■

## Livraisons des principales céréales

Avril 2006

Il est maintenant possible de consulter les données d'avril sur les livraisons des principales céréales.

**Données stockées dans CANSIM : tableau 001-0001.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3403, 3404 et 3443.**

Le numéro d'avril 2006 de *La revue des céréales et des graines oléagineuses* (22-007-XIB, gratuit) paraîtra en juin.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec le Service à la clientèle en composant sans frais le 1 800 465-1991 ([agriculture@statcan.ca](mailto:agriculture@statcan.ca)). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Karen Gray au (204) 983-2856; ([karen.gray@statcan.ca](mailto:karen.gray@statcan.ca)), Division de l'agriculture. ■

## La revue des céréales et des graines oléagineuses

Mars 2006

Le numéro de mars 2006 de *La revue des céréales et des graines oléagineuses*, vol. 29, n° 3 (22-007-XIB, gratuit) est maintenant accessible sur notre site Web à partir de la page *Nos produits et services*.

Un aperçu des marchés et des approvisionnements courants de grains figure aussi dans cette publication.

**Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3401 et 3464.**

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec le Service à la clientèle en composant sans frais le 1 800 465-1991 ([agriculture@statcan.ca](mailto:agriculture@statcan.ca)). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Karen Gray au (204) 983-2856 ([karen.gray@statcan.ca](mailto:karen.gray@statcan.ca)), Division de l'agriculture. ■

---

## Nouveaux produits

---

**Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens**

Numéro au catalogue : 13-605-XIF  
(gratuit).

**La revue des céréales et des graines oléagineuses,**  
mars 2006, vol. 29, n° 3

Numéro au catalogue : 22-007-XIB  
(gratuit).

**Importations par pays,** janvier à mars 2006, vol. 63,  
n° 1

Numéro au catalogue : 65-006-XMB (67 \$/221 \$).

**Importations par pays,** janvier à mars 2006, vol. 63,  
n° 1

Numéro au catalogue : 65-006-XPB (133 \$/441 \$).

**L'emploi et le revenu en perspective,** mai 2006,  
vol. 7, n° 5

Numéro au catalogue : 75-001-XIF  
(gratuit).

**Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.**

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM et -XBB ou XBF, une base de données.

---

### Pour commander les produits

---

**Pour commander par téléphone, ayez en main :**

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1 800 267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1 613 951-7277**

Pour envoyer votre commande par télécopieur,  
composez le : **1 877 287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître  
l'état de votre compte, composez le : **1 800 700-1033**


**Pour commander par la poste, écrivez à :** Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6<sup>e</sup> étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

**Pour commander par Internet, écrivez à :** [infostats@statcan.ca](mailto:infostats@statcan.ca) ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

**Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.**

---

Catalogue 11-001-XIF (Anglais) 11-001-XIF (Français)



# Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997  
Nouvelles 8h-9h-10h-11h-12h

---

**PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS**

- **Transport urbain, 1996** 2  
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 65 déplacements au travail par les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5  
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises manufacturières en 1996 fut considérablement ralentie.



---

**AUTRES COMMUNIQUÉS**

- Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
- Épargne sur les anticipations à court terme 10
- Ajuste de l'indice des prix au consommateur le 31 mai 1997 11
- Production d'acier, avril 1997 11

---

**NOUVELLES PARUTIONS** 10

## Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à [lstproc@statcan.ca](mailto:lstproc@statcan.ca). Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.